

Éducation : les régions appellent le gouvernement à agir dans la concertation

Paris, 28 août 2018 (AFP) -

Les régions, qui ont notamment la responsabilité des lycées, ont appelé mardi le gouvernement à agir en concertation étroite avec elles pour mettre en place les réformes annoncées, en particulier dans le domaine du numérique.

"Je demande au ministre de faire toute la place à la concertation avec les régions", a déclaré le président délégué de Régions de France, François Bonneau, en présentant un "manifeste des régions pour le lycée".

Les régions consacrent chaque année 5,5 milliards d'euros aux quelque 2.800 établissements dont elles ont la charge, qui accueillent 2,1 millions d'élèves, rappelle l'association. Dans les cinq ans à venir, elles devraient lancer la construction de 50 nouveaux lycées.

La rentrée 2018 va être "assez extraordinaire", avec la refonte des programmes, l'intégration du numérique, la réforme de l'apprentissage ou le transfert aux régions de la compétence sur l'information et l'orientation des élèves, a affirmé M. Bonneau, président PS de Centre-Val de Loire.

Au cours des 20 dernières années, les régions se sont notamment engagées pour mettre en place la gratuité, partielle ou totale, des manuels scolaires.

L'évolution vers le numérique ne doit pas entraîner "de charge nouvelle pour les familles", a-t-il fait valoir, plaidant pour que "ce qui a été fait -gratuité totale ou partielle- puisse être maintenu".

"Sur tous ces sujets, nous souhaitons véritablement engager un dialogue pour voir dans quelles conditions les régions peuvent contribuer à améliorer les services rendus aux jeunes", a poursuivi M. Bonneau.

Le ministre de l'Education nationale, Jean-Michel Blanquer, devrait être présent lors du congrès de Régions de France qui se tiendra le 27 septembre à Marseille, a-t-il indiqué.

dch/ib/shu

Afp le 28 août 18 à 13 24.